LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION ET LE REMANIEMENT DU GOUVERNEMENT AU MENU

Sellal-Saâdani, la réunion secrète

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a reçu le secrétaire général du Front de libération nationale, Amar Saâdani, il y a quelques jours. C'est ce que nous révèle une source très bien informée, précisant que l'audience, tenue secrète, aurait duré près de quatre heures. En fait, une véritable séance de travail entre le chef de l'exécutif et le patron du parti majoritaire.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Selon notre source, les deux hommes ont eu «à débattre de la situation politique générale du pays et des échéances à venir». En d'autres termes, outre l'actualité immédiate, il aurait été question, nous confie-t-on encore, de la future révision de la Constitution ainsi que du prochain remaniement du gouvernement. Ainsi, et comme nous l'annoncions dans une précédente édition, Abdelaziz Bouteflika convoquera les deux Chambres du Parlement fin avril prochain pour une séance spéciale au Palais des Nations à Club-des-Pins et qui sera consacrée, comme prévu, au vote du projet de loi portant révision de la Constitution.

Un vote sans débats, par oui ou par non au texte, dans son intégralité, tel qu'il sera adopté par le Conseil des ministres, au préalable. Le pouvoir, qui détient une écrasante majorité tant au niveau de l'Assemblée populaire nationale que du Conseil de la nation, n'aura, bien entendu, aucun mal à faire passer son texte. Mais tout de même, il faut bien mobiliser ses troupes et, sur ce plan, un parti comme le FLN a un rôle déterminant.

Majoritaire dans les deux Chambres, le FLN compte également la majorité même au sein du tiers présidentiel au Sénat. Il est, dès lors, nécessaire que le FLN fasse le plein, en termes de présence et de vote favorable le jour «J». «Il n'y a aucun risque de ce côté. Même si quelques parlementaires du parti sont contre l'actuel secrétaire général, personne au FLN n'osera voter contre un projet présidentiel, la Constitution de surcroît» nous confie-t-on de même source.

Photos : Samir Sid

Sellal-Saâdani, une parfaite entente.

Quoi qu'il en soit, le vote de la prochaine Constitution ne sera qu'une simple formalité. Les vrais enjeux sont à chercher après cette même révision. «Ce ne sera qu'après cette révision que Bouteflika procédera au remaniement du gouvernement», confirme encore notre source.

Pour rappel, un remaniement était à l'ordre du jour il y a quelques semaines de cela , avant d'être ajourné en raison du statut du vice-ministre de la Défense nationale, le titulaire du poste devant être déchargé du cumul d'avec la fonction de chef d'état-major de l'Armée nationale populaire.

Cette dernière fonction devant, en effet, être assurée par un nouveau titulaire. Bouteflika aura-t-il fini par trancher cette question ? Quoi qu'il en soit, un remaniement interviendra bel et bien après la révision de la Constitution, nous confie notre source. «Ce qui est certain, Abdelmalek Sellal sera reconduit dans son poste de Premier ministre et il aura à conduire un nouveau gouvernement largement dominé par le FLN».

Notre source ne manquera pas de préciser davantage que «le futur gouvernement sera quasi entièrement politique et non plus un gouvernement de fonctionnaires et de walis comme c'est le cas de l'actuel. Outre le TAJ et le MPA qui garderont leurs ministres, le RND mais surtout le FLN renforceront leurs positions au sein du gouvernement qui enregistrera le retour d'anciens ministres pour donner de la consistance à l'exécutif et , partant, assister le Premier ministre».

Au sortir d'un remaniement ministériel opéré dans la précipitation, au lendemain des présidentielles d'avril 2014, Sellal avait hérité d'une équipe outrageusement dominée par les technocrates.

Et à l'exception de rares secteurs, Sellal se retrouve à tout gérer, avec des ministres complètement dépassés, n'ayant aucune expérience, ni en termes de gestion, ni sur le plan politique. A tel point qu'il avait lui-même demandé à Bouteflika de procéder à un remaniement. Sur ce point justement, il est en parfaite entente avec Amar Saâdani qui a toujours dénoncé ce qu'il appelle le «gouvernement des administrateurs».

K. A.

APRÈS LE NIET CATÉGORIQUE DES PARTIS DE L'OPPOSITION ET DU POUVOIR

La feuille blanche du FFS refait surface au Sud

Boudé par les partis politiques et de l'opposition et du pouvoir, le FFS qui a dû reporter sa conférence nationale sur le consensus refait surface ces jours-ci, pour présenter sa feuille blanche au sud du pays.

Mehdi Mehenni – Alger (Le Soir) - Désespéré de l'attitude de la classe politique qui n'a pas vu l'utilité à rejoindre son initiative, le Front des forces socialistes se tourne vers la population.

Le parti semble même avoir abandonné l'option de consultations politiques, puisque depuis le report de sa conférence nationale à la mi-février, aucune démarche n'a été entreprise dans ce sens. Mais voilà que depuis samedi, la feuille blanche du FFS refait surface, mais cette fois-ci au sud du pays.

Plus précisément à Tamanrasset, où Ali Laskri, membre de l'instance présidentielle, et Mohamed Nebbou, premier secrétaire du parti, ont rencontré des représentants de la société civile et des notables de la région. Changement de stratégie ? Il semblerait que oui. Surtout que sa dernière rencontre en date avec le RND aura constitué le coup de grâce, après bien entendu le désengagement du FLN, le niet catégorique des partis regroupés dans la CNLTD, mais aussi ceux du Front du changement.

Une série de douches froides qui ont contraint le plus vieux parti de l'opposition à s'éclipser pour un premier temps, avant de resurgir et aller se réchauffer le cœur sous le soleil printanier de l'Ahaggar.

Ce samedi donc, la direction du FFS a plaidé sa cause auprès des citoyens de Tamanrasset, sur la nécessité de se regrouper autour d'un large consensus national. Le parti de l'historique Aït Ahmed a usé des arguments habituels pour convaincre, à savoir la crise multidimensionnelle qui secoue le pays.

«Face au statu quo qui règne et les menaces qui pèsent sur nos frontières, seule l'organisation de la Conférence nationale de consensus, réunissant tous les acteurs sans exclusion, en dépassant les calculs partisans étroits, est capable de sauver l'Algérie des menaces tant internes qu'externes qui la guettent», ont soutenu les deux cadres du FFS, cités plus haut, selon le site internet du parti. Contactés pour de plus amples informations sur cette campagne de proximité et de sensibilisation, le Premier secrétaire du parti, Mohamed Nebbou, et le chargé de communication Youcef Aouchiche sont restés injoignables.

M. M.

ILS COMPTENT ORGANISER UN SIT-IN NATIONAL AU NIVEAU DU TUNNEL DE BOUZEGZA

Les gardes communaux veulent occuper l'autoroute

Conscients des répercussions économiques néfastes que l'action va engendrer et de la portée politique de l'action, le porte-parole des gardes communaux, Aliouat Lahlou, a déclaré hier lors d'un rassemblement organisé devant le siège de la wilaya de Bouira que le seul langage que le pouvoir comprend et auquel il répond, est la rue.

Photo : DR

Les gardes communaux montent au créneau.

«Eh bien nous allons réoccuper la rue et de la plus belle manière : nous allons organiser un rassemblement national au niveau du tunnel Bouzegza sur l'autoroute, le 3 mai prochain.»

Aliouat Lahlou, qui s'exprimait hier mardi devant des centaines de gardes communaux qui viennent de retrouver leur cohésion après plusieurs mois de déchirements, n'a pas raté l'occasion pour rappeler les sacrifices des gardes communaux avec 4 668 chahids, tombés au champ d'honneur pour que vive la République, ainsi que les milliers de blessés, dont des centaines de handicapés à vie, des milliers de veuves et d'orphelins, des dizaines de milliers de licenciés, sans pension ni prise en charge.

D'ailleurs parmi les protestataires, il y avait même des licenciés qui ont été réintégrés depuis 2008 mais qui attendent toujours la régularisation de leur situation, c'est-à-dire le payement des années de leur licenciement avant leur réintégration.

Sur place, ils ont interpellé leurs collègues pour les défendre, eux qui ont été blessés dans leur chair, qui ont été abusivement écartés avant d'être réintégrés mais sans payement de leurs années de licenciement.

Le porte-parole des gardes communaux a fustigé au passage le ministre de l'Intérieur qui n'a jamais pensé à régler les problèmes des gardes communaux ni reconnaître leurs sacrifices, eux qui étaient debout pendant les années de braise, qui ont lutté contre les terroristes seuls dans les villages isolés et sans aucun soutien ni financier ni moral, et qui avaient pour seule arme, leur amour pour la patrie. Aliouat Lahlou fustigera également l'érection des terroristes au rang d'hommes politiques en référence à Madani Mezrag qui a été reçu par Ouyahia en tant que personnalité politique.

Pour le porte-parole des gardes communaux, «il n'y aura jamais de réconciliation tant que le bourreau n'a pas reconnu ses crimes et demandé officiellement pardon aux victimes du terrorisme».

Enfin, lors de ce rassemblement, les gardes communaux ont demandé au Premier ministre, Abdelmalek Sellal, d'intervenir afin de prendre en charge leur dossier car selon eux, le ministre de l'Intérieur n'est plus crédible à leurs yeux.

Y. Y.